

employés. A vrai dire, la Direction des aliments et drogues est en train de recruter du personnel supplémentaire.

[Plus tard]

L'hon. M. Stanfield: Peut-être pourrais-je m'adresser de nouveau au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, monsieur l'Orateur, et lui demander s'il voulait dire que le personnel de la Direction des aliments et drogues avait en fait été augmenté ou si tout simplement on ne l'avait pas diminué? S'il voulait dire qu'il s'agissait d'un accroissement, peut-il nous dire dans quelle mesure on l'a autorisé?

L'hon. M. Munro: Oui, on a augmenté le nombre des emplois. Je ne puis donner maintenant le chiffre exact au chef de l'opposition, mais je crois qu'il se situe entre 150 et 200.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES ESSAIS NUCLÉAIRES DES ÉTATS-UNIS

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Ma question s'adresse au premier ministre. Voudrait-il informer la Chambre de la position du Canada à l'égard des nouveaux essais nucléaires que les États-Unis se proposent d'effectuer dans l'île Amchitka dans les Aléoutiennes?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Non, monsieur l'Orateur, je ne suis pas au courant de cela—je le regrette; il serait question de nouveaux essais?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): De deux autres à venir.

Le très hon. M. Trudeau: Dans un an ou deux. S'il s'agit des îles Aléoutiennes, monsieur l'Orateur, je regrette, mais je n'ai pas saisi. Si je comprends bien, l'essai précédent ferait l'objet d'une évaluation approfondie par le gouvernement des États-Unis; or celui-ci comp'le attendre encore un an ou deux avant de procéder au prochain essai. Bien des choses pourront se produire d'ici deux ans.

M. Baldwin: Vous pourriez ne pas être là pour protester.

M. Nystrom: Encore une question, monsieur l'Orateur. Le gouvernement canadien envisage-t-il de faire connaître notre position aux États-Unis avant que ceux-ci prennent la décision de poursuivre ces essais?

Le très hon. M. Trudeau: Nous avons fait connaître notre position avant le dernier essai et l'on peut raisonnablement supposer, je crois, que lorsqu'on disposera des résultats, nous ferons savoir à nouveau cette position avant tout autre essai.

LES POSTES

LA LIVRAISON DU COURRIER

L'hon. M. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris): Ma question s'adresse au ministre des Postes. Le ministre a-t-il imposé un moratoire en ce qui concerne le développement de la distribution à domicile du courrier dans nos centres urbains en expansion rapide? Si oui, pour quel motif cette décision a-t-elle été prise et pendant combien de temps ce moratoire restera-t-il en vigueur?

L'hon. Eric W. Kierans (ministre des Postes et des Communications): En raison des directives et de la politique d'austérité en matière financière auxquelles le ministère doit se conformer, nous n'étendons pas actuellement à de nouveaux secteurs le service de distribution des lettres, mais cette distribution sera constamment améliorée dans les secteurs qui en bénéficient déjà.

L'hon. M. Dinsdale: Une question complémentaire. S'agit-il là d'un aspect de l'amélioration du service à la suite de l'accroissement récent des tarifs postaux?

QUESTIONS OUVRIÈRES

LA GRÈVE DES DÉBARDEURS

M. Harold E. Winch (Vancouver-Est): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Transports, mais il n'est pas ici. Comme ma question est importante, puis-je la poser à celui qui le remplace? Vu la situation critique dans laquelle se trouvent environ 65 employés du Conseil des ports nationaux à Vancouver et bien d'autres en Colombie-Britannique, a-t-on décidé de leur venir en aide à la suite de la mise à pied occasionnée par la grève des débardeurs? Les fonctionnaires fédéraux n'ont pas droit actuellement à l'assurance-chômage, aux allocations sociales ou a un traitement.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Il y aura quelqu'un demain pour répondre au nom du ministère des Transports, monsieur l'Orateur.

LA COMMISSION DES PRIX ET DES REVENUS

ATTITUDE DU PRÉSIDENT QUANT À L'AVENIR

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Je pose ma question au ministre de la Consommation et des Corporations. Mercredi dernier, je lui ai adressé deux questions concernant la Commission des prix et des revenus. Votre Honneur a dit qu'il vaudrait mieux que les réponses figurent dans une déclaration à